

Orléans, le 13/05/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SETRAD**

Lieu-dit Le Bois de l'Herbault et  
Terres d'Escures  
45140 BUCY ST LIPHARD

Références : VAT20220292

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2022 dans l'établissement SETRAD implanté Lieu-dit Le Bois de l'Herbault et Terres d'Escures 45140 BUCY ST LIPHARD. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été ciblée sur l'action nationale 2022 de contrôle des déchets admis en décharge.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SETRAD
- Lieu-dit Le Bois de l'Herbault et Terres d'Escures 45140 BUCY ST LIPHARD
- Code AIOT dans GUN : 0010007189
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Les activités du site sont réglementées par :

- l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015 autorisant la société SETRAD à poursuivre l'exploitation d'un centre de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Bucy Saint Liphard, aux lieux-dits « Le Bois d'Herbault » et « Terres d'Escures »,
- l'arrêté préfectoral du 2 mars 2017 imposant de nouvelles prescriptions concernant l'exploitation en mode bioréacteur, la valorisation du biogaz et le traitement des lixiviats.
- l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

La société SETRAD est soumise à l'obligation de constitution de garanties financières.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites de la visite du 26/03/2021
- Contrôle des déchets entrants (action nationale 2022)

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire                          | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1) |
|--------------------------|--|--|---|
| Déchets autorisés        | Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 1.4.1. | /  | Mise en demeure   |
| Déchets interdits        | Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 1.4.2  | /  | Mise en demeure   |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle                      | Référence réglementaire                                       | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---|---|--|-------------------|
| Contrôle cohérence FIPA                       | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 28                  | /  | Sans objet        |
| Contenu de l'attestation producteurs hors SPL | Code de l'environnement du 05/05/2022, article R.541-48-4-1°  | /  | Sans objet        |
| Contenu de l'attestation producteurs SPL      | Code de l'environnement du 05/05/2022, article R.541-48-4-1°  | /  | Sans objet        |
| Contrôle par vidéo                            | Code de l'environnement du 29/04/2022, article D.541-48-1. II | /  | Sans objet        |
| NC3 du 26/03/2021 : contrôle qualité perméats | AP Complémentaire du 02/03/2017, article 4.7                  | /  | Sans objet        |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire                           | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--------------------------|---|--|-------------------|
| Contrôle visuel          | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 28      | /  | Sans objet        |
| Contrôle présence FIPA   | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30 > I. | /  | Sans objet        |

| Nom du point de contrôle   | Référence réglementaire                             | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--|---|---|-------------------|
| Quantité autorisée   | Arrêté Préfectoral du 23/08/2021, article 3         | /   | Sans objet        |
| Pesée  | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30 > I.   | /   | Sans objet        |
| Contrôle de non-radioactivité  | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30 > I.   | /   | Sans objet        |
| Accusé de réception  | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30 > I.   | /   | Sans objet        |
| Contrôle cohérence FIPA  | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30 > III. | /   | Sans objet        |
| Origine géographique des déchets   | Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 1.4.3.    | /   | Sans objet        |
| NC1 du 26/03/2021 : Contrôle de pression en continu du réseau d'injection  | AP Complémentaire du 02/03/2017, article 3          | /   | Sans objet        |
| NC2 du 26/03/2021 : suivi quotidien de la quantité de lixiviats réinjectés | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 54        | /   | Sans objet        |
| NC4 du 26/03/2021 : gaz odorants en provenance des bassins de stockages    | AP Complémentaire du 11/12/2015, article 3.1.3      | /   | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Bien que le site admette de nombreux chargements en provenance de centres de tri, il est constaté une part importante de valorisables dans les déchets admis.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle : Contrôle présence FIPA**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30 > I.   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Contrôle présence FIPA  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec l'article 28 ou d'un certificat d'acceptation préalable en conformité avec l'article 29 en cours de validité ;  |
| <b>Constats :</b> Pas de non-respect identifié.  |
| <b>Observations :</b> Le jour de la visite, l'inspection a contrôlé 4 déchargements dans le casier en cours d'exploitation, en provenance de 3 producteurs différents. Pour chacun d'entre eux, la disponibilité d'un certificat d'acceptation préalable associé a été constaté.<br>Lors de la pesée du camion, l'agent d'accueil vérifie la validité de la FIPA sur son logiciel de pesée.<br>Vu FIPA printor packaging du 31/03/2022, déchet identifié comme cartons transformés non-valorisables (identifiés en déchets résiduels après tri à la source sur le bon de pesée).<br>Vu FIPA SOCCOIM CDT Saint Jean de Braye du 03/01/2022, déchet identifié comme refus de tri (identifié comme déchets résiduels après tri sur le bon de pesée).<br>Vu FIPA REVIVAL à Amilly du 25/10/2021, déchet identifié comme déchets non-recyclables, cartons souillés, plastiques non-recyclables, déchets ultimes (identifiés comme déchets résiduels après tri sur le bon de pesée). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle : Pesée**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30 > I.   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Pesée   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :- réalise une pesée ;  |
| <b>Constats :</b> Pas de non-respect identifié.  |
| <b>Observations :</b> Les poids lourds chargés de déchets font l'objet d'une pesée à l'entrée et à la sortie de l'installation au moyen d'un pont bascule. Le poids des déchets admis est déduit de la différence entre les pesée entrée et sortie.<br>Un bon de pesée est édité par le logiciel de pesée à chaque déchargement. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle : Contrôle visuel**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30 > I.  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, contrôle visuel  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement   |
| <b>Constats :</b> Pas de non-respect identifié.   |
| <b>Observations :</b> Lors de l'admission des déchets sur le site, il n'y a pas de contrôle visuel des déchets.<br>Lors du déchargement, un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'agent chargé du compactage et situé dans le casier. <b>L'exploitant pourrait utilement établir une procédure afin que le conducteur d'engin puisse arrêter le déchargement en cours en cas d'identification de déchets non conformes.</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle : Contrôle de non-radioactivité**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30 > I.  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, contrôle de non-radioactivité  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :- réalise un contrôle de non-radioactivité du chargement.   |
| <b>Constats :</b> Pas de non-respect identifié.   |
| <b>Observations :</b> Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant réalise un contrôle de non-radioactivité du chargement. Les poteaux de détection de radioactivité sont situés de part et d'autre du pont bascule afin de garantir le contrôle de chaque admission. Le constat de vérification SAPHYMO du 30/03/2021 a été visualisé. Le dernier contrôle annuel n'est pas daté mais l'étiquette de vérification est sur le boîtier de l'appareil et mentionne une vérification le 28/02/2022. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle : Accusé de réception**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30 > I.  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, accusé de réception  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site.  |
| <b>Constats :</b> Pas de non-respect identifié.   |
| <b>Observations :</b> Lors de la visite, il a été constaté que les bons de pesée sont édités systématiquement. D'après l'exploitant, ils sont ensuite transmis de façon hebdomadaire à Chaingy. Là où ils sont archivés en cas de litige sur la facturation. Une ultime vérification est faite en terme de badgeage et collecte.<br>Pour les transporteurs, un ticket sort automatiquement pour chaque déchargement au bornier avec le poids entrant, le poids sortant. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle :** Contrôle cohérence FIPA

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30 > III.  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, contrôle cohérence FIPA avec contrôle visuel et bon de pesée   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant informe sans délai le producteur, la (ou les) collectivité(s) en charge de la collecte ou le détenteur du déchet. Le chargement est alors refusé, en partie ou en totalité. L'exploitant de l'installation de stockage adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus, une copie de la notification motivée du refus du chargement, au producteur, à la (ou aux) collectivité(s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet, au préfet du département du producteur du déchet et au préfet du département dans lequel est située l'installation de traitement.                         |
| <b>Constats : (C1) L'exploitant ne refuse pas en partie ou en totalité un chargement en cas d'identification de déchets non-conformes.</b>  |
| <b>Observations :</b> Lorsqu'un déchet non-autorisé est constaté lors d'un déchargement, il est extrait par l'agent situé dans la fosse.<br>Les photos prises le jour même sont envoyées par courriel au directeur opérationnel le soir même. Le lendemain, les chargements non-conformes et/ou déchets interdits sont remontés aux producteurs des déchets par courriel par les assistantes.<br>26 déclarations non-conformes sur 314 pesées en mars 2022.<br>5 déclarations non-conformes sur 300 pesées en avril 2022.<br>Les refus sont faits en amont si les analyses ne sont pas bonnes par exemple. Mais cela n'est pas tracé. Il n'y a pas de refus de chargement sur site. L'exploitant ne refuse pas en partie ou en totalité un chargement en cas d'identification de déchets non-conformes. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle :** Informations sur FIPA



|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 28   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, informations sur FIPA  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets municipaux classés comme non dangereux, les fractions non dangereuses collectées séparément des déchets ménagers et les matériaux non dangereux de même nature provenant d'autres origines sont soumis à la seule procédure d'information préalable définie au présent article ainsi qu'à la transmission des documents définis au troisième alinéa de l'article 27. Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur de déchets, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable sur la nature de ce déchet. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. L'information préalable contient les éléments nécessaires à la caractérisation de base définie au point 1 de l'annexe III. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires. L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant, dans ce recueil les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'un déchet.</p>   |
| <p><b>Constats :</b> Pas de non-respect identifié.</p> <p><b>Observations :</b> Les FIPA des déchargements visualisés ont été fournies :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- FIPA printor packaging du 31/03/2022, déchet identifié comme cartons transformés non-valorisables (identifiés en déchets résiduels après tri à la source sur le bon de pesée).</li> <li>- FIPA SOCCOIM CDT Saint Jean de Braye, déchet identifié comme refus de tri (identifié comme déchets résiduels après tri sur le bon de pesée).</li> <li>- FIPA REVIVAL à Amilly, déchet identifié comme déchets non-recyclables, cartons souillés, plastiques non-recyclables, déchets ultimes (identifiés comme déchets résiduels après tri sur le bon de pesée).</li> </ul> <p>Ces documents étaient datés de moins d'un an, et précisent les informations suivantes : producteur ou détenteur du déchet - transporteur du déchet - informations sur le déchet (code NED, description et composition du déchet, processus de production, quantités prévisionnelles, conditionnement, odeur, couleur, aspect physique).</p> <p>Un paragraphe précise l'engagement du producteur justifiant d'une opération préalable de collecte séparée ou de tri en vue d'une valorisation matière ou d'une valorisation énergétique, signée par le producteur et le responsable de l'installation.</p> <p>Par ailleurs, une comparaison entre la déclaration GERE 2021 et le registre des déchets entrants 2021 a été faite.</p> <p>Les codes déchets mentionnés dans la déclaration GERE 2021 sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 20 03 01 : déchets municipaux en mélange</li> <li>- 20 01 99 : autres fractions non-spécifiées ailleurs</li> <li>- 19 05 03 : compost déclassé</li> <li>- 19 05 02 : fraction non-compostée des déchets animaux et végétaux</li> <li>- 10 01 01 : mâchefers, scories et cendres sous chaudière (sauf cendres sous chaudière visées à la rubrique 10 01 04) de centrales électriques et autres installations de combustion, SODC</li> <li>- 07 02 99 : déchets non spécifiés ailleurs (déchets provenant de la FFDU de matières plastiques, caoutchouc et fibres synthétiques)</li> <li>- 03 03 99 : déchets non spécifiés ailleurs (déchets provenant de la production et de la transformation de papier, de carton et de pâte à papier)</li> <li>- 02 01 04 : déchets de matières plastiques (à l'exclusion des emballages) (déchets provenant de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aquaculture, de la sylviculture, de la chasse et de la pêche)</li> </ul> <p>Dans le registre des déchets entrants fournis, les codes déchets suivants sont également mentionnés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 12 01 99 : déchets non spécifiés ailleurs (déchets provenant de la mise en forme et du traitement mécanique et physique de surface des métaux et matières plastiques), THERMOR Saint-Jean-de-la-Ruelle, Vu FIPA du 20/01/2022 avec code déchets 20 03 01 (DIB plastiques non recyclables), Vu FIPA du 27/01/2020 avec le code 12 01 99 (DIB, plastiques non-recyclables, gobelets : production, bureaux). D'après l'exploitant, le registre des déchets entrants édités n'aurait donc pas pris en</li> </ul> |

|   |
|---|
| compte la correction récente de la FIPA.<br>- 15 01 02 : emballages en matières plastiques (emballages et déchets d'emballages (y compris les déchets d'emballages municipaux collectés séparément)), Auchan à Saint-Jean-de-Braye, Vu FIPA du 03/01/2021 avec code déchets 15 01 02 emballages des marchandises mises en vente. <b>Ces déchets composés exclusivement de plastiques mélangés pourraient être valorisés (de façon énergétique a minima). Voir constat du point de contrôle "Déchets autorisés".</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle :** Origine géographique des déchets

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 1.4.3.  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, origine géographique des déchets  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les déchets admis proviennent du département du Loiret et des départements limitrophes : Eure-et-Loir et Loir-et-Cher.  |
| <b>Constats :</b> Pas de non-respect identifié.  |
| <b>Observations :</b> Le registre des déchets entrants 2021 a été fourni : 77, 2 % des déchets proviennent du Loiret, 22.2 % d'Eure-et-Loir et 0.6 % du Loir-et-Cher.<br>Pour information, de nombreux chargements proviennent des centres de tri VEOLIA de Chaingy, Saint-Jean-de-Braye et Luce (28). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle :** Quantité autorisée

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/08/2021, article 3  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, quantité autorisée   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>la capacité maximale annuelle autorisée qui est fixée à 80 000 t/an à compter de la signature du présent arrêté.   |
| <b>Constats :</b> Pas de non-respect identifié.   |
| <b>Observations :</b> D'après la déclaration GERP 2021, 65 336,58 t de déchets ont été admis en enfouissement sur le site en 2021.<br>D'après le registre des déchets entrants, 68 060,64 t de déchets ont été admis en enfouissement sur le site en 2021.<br><b>L'exploitant expliquera la différence de quantité de déchets identifiée entre la déclaration GERP et le registre des déchets entrants pour l'année 2021.</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## Nom du point de contrôle : Déchets autorisés

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 1.4.1.  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, déchets autorisés   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de stockage de déchets ne sont autorisées qu'à recevoir des déchets ultimes au sens du code de l'environnement, et non dangereux au sens du décret n°2002-540 du 18 avril 2002. Les déchets admissibles pour l'enfouissement sur le site de BUCY-SAINT-LIPHARD sont les déchets municipaux et les déchets non dangereux ultimes de toute autre origine, et appartenant aux catégories ci-dessous :- des déchets industriels et commerciaux non dangereux non recyclables ou non valorisables ;- les matériaux de démolition non recyclables ;- les déchets de voiries ;- les refus de tri ; - les déchets de pré-traitement des stations d'épuration urbaines ;- les boues provenant de la préparation d'eau potable ou d'eau à usage industriel, lorsqu'elles ne présentent pas un caractère spécial, dont la siccité est supérieure ou égale à 30 % ;- les boues de station d'épuration urbaines dont la siccité est supérieure ou égale à 30 % ;- les boues et matières de curage et de dragage des cours d'eau et des bassins fortement évolutives lorsqu'elles ne présentent pas un caractère spécial ;- les boues issues de l'industrie ;- les mâchefers (10 01 15) issus de l'incinération des déchets ne contenant pas de substances dangereuses.</p>  |
| <p><b>Constats : (C2) Des chargements contenant une part importante de déchets valorisables (cartons propres, bois notamment) sont admis sur le site.</b></p> <p><b>L'exploitant délivre des FIPA pour des déchets d'emballages (valorisables).</b></p>  |
| <p><b>Observations :</b> Les déchets admis à l'enfouissement observés le jour de la visite sont des déchets issus des bennes "tout venant", des déchets de déconstruction et de démolition, et des déchets industriels et commerciaux ayant préalablement transité pour tri sur des centres de tri : SOCCOIM à Saint-Jean-de-Braye et REVIVAL à Amilly.</p> <p>Des déchets non dangereux valorisables sont identifiés en quantités importantes dans certains chargements :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- déchargement SOCCOIM (en provenance de Saint-Jean-de-Braye) : <b>présence importante de grands cartons propres, de films plastiques, de quelques morceaux de palettes, d'affiches publicitaires au milieu de gravats.</b></li> </ul> <p>Une photo est prise par l'agent de compactage pour faire remonter l'anomalie au producteur. Les photos prises sont envoyées automatiquement par courriel à 20 h à la hiérarchie qui demande le lendemain après tri aux assistantes d'informer les producteurs des déchets.</p> <p>Pour information, 26 déclarations de non-conformités ont été faites en mars 2022 (sur 314 pesées) et 5 déclarations en avril 2022 (sur 300 pesées).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- déchargements REVIVAL (en provenance d'Amilly) : <b>présence importante de cartons, de bois, de polystyrène, de papiers, de films plastiques au milieu de gravats.</b> Le transporteur a été interrogé sur le process à l'origine de ces déchets. Il explique que REVIVAL trie au sol à la pelle en enlevant les métaux et les bouteilles de gaz.</li> </ul> <p>Des chargements contenant une part importante de déchets valorisables (cartons propres, bois notamment) sont admis sur le site.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure   |

## Nom du point de contrôle : Déchets interdits

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 1.4.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Déchets interdits   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les déchets d'ordures ménagères ne sont pas autorisés à être enfouis sur le site.<br>D'une manière générale, les déchets interdits sur le site sont ceux pouvant entraîner des dangers immédiats ou dont la réactivité vis à vis des autres déchets ou de l'eau entraîne des dangers immédiats ou différés. Est interdit l'apport des déchets suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- déchets dangereux définis par l'article R.541-8 du code de l'environnement ;</li><li>- déchets d'activités de soins et assimilés à risques infectieux ;</li><li>- les substances chimiques non identifiées et/ou nouvelles qui proviennent d'activités de recherche et de développement ou d'enseignement, et dont les effets sur l'homme et/ou sur l'environnement ne sont pas connus (par exemple déchets de laboratoire, etc...) ;</li><li>- déchets radioactifs, c'est-à-dire toute substance qui contient un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection ;</li><li>- déchets contenant plus de 50 mg/kg de PCB ;</li><li>- déchets d'emballages visés par les articles R.543-66 à R.543-72 du code de l'environnement ;</li><li>- déchets qui, dans les conditions de mise en décharge sont explosibles, corrosifs, comburants, facilement inflammables ou inflammables ;</li><li>- déchets dangereux des ménages collectés séparément ;</li><li>- déchets liquides (tout déchet sous forme liquide, notamment les eaux usées, mais à l'exclusion des boues) ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;</li><li>- les pneumatiques usagés ;</li><li>- les déchets contenant de l'amiante : amiante lié, déchets contenant de « l'amiante-ciment » les revêtements en vinyl-amiante, agrégats contenant de l'amiante de type actinolite, amiante de type chrysotile.</li></ul> |
| <b>Constats : (C3) Des déchets interdits sont admis sur le site.</b>   |
| <b>Observations :</b> Lors du premier déchargement de la société REVIVAL d'Amilly réalisé le jour de la visite, un bidon métallique ayant contenu de l'acétone et un bidon plastique ayant contenu de l'acide chlorhydrique sont extraits du casier par l'agent de compactage <u>à la demande de l'inspection</u> .  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure   |

**Nom du point de contrôle :** Contenu de l'attestation producteurs hors SPL

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 05/05/2022, article R.541-48-4-1°   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, contenu de l'attestation   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation, une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant : la liste de leurs obligations de tri, la description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées. L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier. |
| <b>Constats : (C4) Absence d'attestation du respect des obligations de tri pour les producteurs de déchets n'ayant pas recours au service public local de gestion des déchets.</b>  |
| <b>Observations :</b> L'exploitant indique que les démarches de mise en place des attestations sont en cours par le service commercial national de VEOLIA. Cela sera mis en place pour le 1 <sup>er</sup> juillet 2022.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle : Contenu de l'attestation producteurs SPL**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 05/05/2022, article R.541-48-4-1°   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Admission des déchets  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement de documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales par chaque collectivité compétente en matière de collecte.<br><br>Lorsque l'exploitant est la collectivité compétente en matière de traitement des déchets, celle-ci tient ces documents à la disposition des inspecteurs des installations classées.<br><br>Ces documents décrivent les consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis en place pour la collecte des déchets ménagers et assimilés. Cette description concerne tous les déchets concernés, qu'ils soient collectés en porte-à-porte, en point d'apport volontaire ou en déchetterie. Les documents portent sur :<br><br>1° Les emballages ménagers composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique,<br><br>2° Les papiers graphiques ;<br><br>3° Les déchets encombrants, de façon à justifier la collecte séparée des déchets encombrants composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;<br><br>4° Les déchets de construction et de démolition constitués majoritairement de bois, de fraction minérale, de plâtre, de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;<br><br>5° Les autres déchets composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ; |
| <b>Constats : (C5) Absence de documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée pour les déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets.</b>   |
| <b>Observations :</b> L'exploitant indique que les démarches de mise en place des attestations sont en cours par le service commercial national de VEOLIA. Cela sera mis en place pour le 1er juillet 2022.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle :** Contrôle par vidéo

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 05/05/2022, article D.541-48-1. II   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes   |
| <b>Constats : (C6) Absence de dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets.</b>  |
| <b>Observations :</b> Absence de dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements respectant l'ensemble des exigences.<br>Le bon de commande VEOLIA du 09/03/2022 a été fourni. Il comprend le matériel de vidéosurveillance, l'installation des caméras, les frais généraux ainsi que la location de la nacelle. L'installation était prévue le 01/04/2022. L'installateur est venu faire du repérage en vue de l'installation en avril 2022. Cela doit être opérationnel avant le 01/07/2022. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle :** NC1 du 26/03/2021 : Contrôle de pression en continu du réseau d'injection

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/03/2017, article 3   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation en mode bioréacteur   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le réseau d'injection est équipé d'un système de contrôle en continu de la pression. En cas d'augmentation anormale de la pression dans le réseau d'injection, un dispositif interrompt la réinjection.  |
| <b>Constats :</b> Pas de non-respect identifié.   |
| <b>Observations :</b> NC1 du 26/03/2021 : Le réseau d'injection n'est pas équipé d'un système de contrôle en continu de la pression. En cas d'augmentation anormale de la pression dans le réseau d'injection, aucun dispositif n'interrompt la réinjection.<br><br>Réponse de l'exploitant du 18/06/2021 : Nous allons demander un devis auprès d'un prestataire pour compléter le dispositif et mettre un contrôle de pression en continu. Nous vous tiendrons informés.<br><br>Analyse de l'inspection du 05/05/2022 : Cela a été mis en place en septembre 2021. Le dispositif a été visualisé sur le terrain.<br>La NC1 du 26/03/2021 est levée. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle :** NC2 du 26/03/2021 : suivi quotidien de la quantité de lixiviats réinjectés

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 54  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Casiers exploités en mode bioréacteurs  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant d'une installation gérée en mode bioréacteur tient à jour un registre sur lequel il reporte quotidiennement, outre les informations précisées à l'article 22, les volumes de lixiviats réinjectés dans le massif de déchets et le contrôle de l'humidité des déchets entrants.   |
| <b>Constats :</b> Pas de non-respect identifié.  |
| <b>Observations :</b> NC2 du 26/03/2021 : L'exploitant ne mesure pas la quantité quotidienne de lixiviats réinjectés par alvéole.<br><br>Réponse de l'exploitant du 18/06/2021 : Le tableau de suivi a été complété et mis à jour pour faire un suivi journalier de la quantité de lixiviats réinjectés. Vous trouverez un extrait du tableau en annexe.<br><br>Analyse de l'inspection du 05/05/2022 : L'architecture du tableau fourni répond à la prescription, mais il n'est pas renseigné. L'exploitant explique que c'est parce qu'il n'y a pas de ré-injection en période hivernale. Les lixiviats froids tuent les bactéries de la méthanogénèse. Le tableau des réinjections en période estivale a été demandé. Ce dernier a été fourni par l'exploitant pour 2021. Il mentionne que les volumes suivants ont été ré-injectés : 182 m3 en mars, 43 m3 en mai, 43 m3 en juin et 119 m3 en septembre (soit 387 m3).<br>L'exploitant a indiqué lors de la CSS du 10/05/2022 que 344 m3 de lixiviats ont été ré-injectés bruts dans les casiers.<br><b>Il est demandé à l'exploitant d'expliquer les incohérences entre les volumes de lixiviats ré-injectés présentés.</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |



**Nom du point de contrôle :** NC3 du 26/03/2021 : contrôle qualité perméats

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/03/2017, article 4.7  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle de la qualité des perméats   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>À chaque campagne de traitement des lixiviats, l'exploitant réalise un contrôle de la qualité des perméats par un laboratoire agréé avant toute opération d'évaporation.</p> <p>Un échantillon représentatif est prélevé dans le bassin de stockage des perméats et une mesure de la concentration des paramètres suivants est effectuée :</p> <p>Paramètres : Valeur limite</p> <p>pH : Compris entre 5,5 et 8,5</p> <p>Conductivité : /</p> <p>Azote global : &lt; 30 mg/l</p> <p>Matières en suspension total (MEST) : &lt;35 mg/l</p> <p>Carbone organique total (COT) : &lt; 70 mg/l</p> <p>Demande chimique en oxygène (DCO) : &lt; 125 mg/l</p> <p>Demande biologique en oxygène (DBO5) : &lt; 36 mg/l</p> <p>Métaux totaux* : &lt;15 mg/l</p> <p>dont Cr : &lt;0,1 mg/l</p> <p>Cd : &lt;0,2 mg/l</p> <p>Pb : &lt;0,5 mg/l</p> <p>Hg : &lt; 0,05 mg/l</p> <p>Cu : &lt; 0,5 mg/l</p> <p>Zn : &lt;2mg/l</p> <p>As : &lt;0,1 mg/l</p> <p>Cyanures libres : &lt; 0,1 mg/l</p> <p>Phosphore total : &lt; 10 mg/l</p> <p>Phénol : &lt;0,1 mg/l</p> <p>Hydrocarbures totaux : &lt; 5 mg/l</p> <p>Fluor et composés : &lt;15 mg/l</p> <p>Composés organiques halogénés en AOX : &lt; 1 mg/l</p> <p>* Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe et Al</p> <p>Les perméats peuvent être injectés dans l'unité d'évaporation dès lors qu'ils respectent la valeur limite applicable pour chacun des paramètres figurant le tableau ci-dessus.</p> <p>Dans le cas où l'analyse fait apparaître un dépassement d'une des valeurs limites, l'ensemble des perméats fait l'objet d'un nouveau traitement par l'unité de traitement ou d'une élimination selon la réglementation en vigueur .</p> |
| <p><b>Constats : (C7) Les perméats issus de la campagne de traitement des lixiviats sont envoyés sur l'évaporateur avant d'avoir fait l'objet d'un contrôle de leur qualité.</b></p>   |
| <p><b>Observations :</b> NC3 du 26/03/2021 : Les perméats issus de la campagne de traitement des lixiviats de décembre 2020 ont été envoyés sur l'évaporateur avant d'avoir fait l'objet d'un contrôle de leur qualité.</p> <p>Réponse de l'exploitant du 18/06/2021 : Nous faisons une analyse par an. Il n'y a pas d'arrêt du transvap'O pendant la campagne d'osmose. Les nouveaux perméats sont donc mélangés avec les anciens.</p> <p>Sur l'année 2020, la campagne d'analyses a été faite effectivement avec du retard, nous ferons le nécessaire en 2021 pour que ces analyses soient faites immédiatement après la campagne de traitement.</p> <p>Le prestataire chargé du traitement des lixiviats a une obligation de résultats sur la qualité des lixiviats traités et il réalise des analyses au cours de la campagne de traitement.</p> <p>Analyse de l'inspection du 05/05/2022 : L'exploitant doit fournir les résultats des analyses réalisées sur les lixiviats immédiatement après la campagne de traitement de 2021. L'exploitant ne dispose pas des analyses réalisées pendant la campagne de traitement par le prestataire qui fait le traitement.</p>  |

|   |
|---|
| <p>Les résultats des analyses des perméats suivants ont été fournis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- résultats janvier 2021 pour la campagne de traitement de décembre 2020,</li> <li>- résultats juillet 2021 pour la campagne de traitement de juin 2021,</li> <li>- résultats du 31/03/2022 pour la campagne de traitement du printemps 2022.</li> </ul> <p>Le fonctionnement actuel (une analyse par an, pas d'arrêt du transvap'O pendant la campagne d'osmose, nouveaux perméats mélangés avec les anciens) ne permet pas de réaliser un contrôle de la qualité des perméats avant toute opération d'évaporation.</p> <p>La NC3 du 26/03/2021 est maintenue.</p> <p>Le cas échéant, il appartient à l'exploitant de demander une modification <b>dûment argumentée</b> des prescriptions.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle :** NC4 du 26/03/2021 : gaz odorants en provenance des bassins de stockages

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/12/2015, article 3.1.3   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Odeurs  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant fait en sorte de limiter les nuisances olfactives susceptibles d'être générées au niveau des bassins de stockage des lixiviats et prévoit, le cas échéant, un système de bâchage.</p>  |
| <b>Constats :</b> Pas de non-respect identifié.   |
| <p><b>Observations :</b> NC4 du 26/03/2021 : Les bassins de stockage des lixiviats sont à l'origine de gaz odorants. L'exploitant transmet à l'inspection le registre de suivi des plaintes envoyées par les riverains ou la mairie relatives aux nuisances olfactives.</p> <p>Réponse de l'exploitant du 18/06/2021 : Nous avons eu des problèmes de fonctionnement de notre aérateur dans le bassin qui réceptionne les lixiviats en provenance des casiers. Un bon fonctionnement de cet aérateur permet d'atténuer très fortement le risque d'odeurs. Nous avons mis en place une maintenance préventive sur cet appareil avec un contrôle de fonctionnement trimestriel.</p> <p>Vous trouverez en annexe le registre de suivi des plaintes.</p> <p>Pour information, cette thématique avait été abordée lors de la dernière CSS, aucune remarque n'avait été formulée de la part des associations et représentants des collectivités.</p> <p>Analyse de l'inspection du 05/05/2022 : Le registre des plaintes transmis fait état de 21 plaintes pour odeurs entre le 19/01/2021 et le 21/05/2021. Les odeurs sont qualifiées entre 3 et 8 sur une échelle de 1 à 10, à diverses heures de la journée, et les plaintes proviennent de différentes adresses. Le registre des plaintes a été fourni le jour de la visite. Il n'y a plus de plainte riverains depuis fin juillet 2021. 2 plaintes hivernales formulées par les automobilistes devant le site. Aucune plainte recensée en 2022.</p> <p>Dans la ronde, les agents sont plus vigilants au bon fonctionnement de l'aérateur.</p> <p>Des roulements ont été changés sur l'aérateur il y a un mois.</p> <p>Le moteur a été changé en 2021.</p> <p>Aucune odeur n'a été constatée sur le site le jour de la visite.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |